Les grandes orientations des politiques économiques GOPE des États membres et de la Communauté pour 2003-2005

2003/2074(INI) - 21/01/2004

La Commission européenne a présenté une communication sur la mise en œuvre des Grandes orientations de politique économique pour 2003-2005. Les GOPE exposent les grandes lignes de la stratégie de politique économique à moyen terme visant à réaliser l'objectif de Lisbonne, à savoir : des politiques macroéconomiques axées sur la croissance et la stabilité; le renforcement du potentiel de croissance de l' Europe par des réformes économiques; le renforcement du caractère durable de la croissance.

Bien qu'il s'agisse du premier rapport établi dans un cadre pluriannuel, le bilan global dressé par le présent examen est contrasté. Le rythme des réformes (comprenant les mesures prises et/ou envisagées) semble s'être quelque peu accéléré pour le marché du travail, les politiques touchant à la concurrence, l'environnement des entreprises, l'utilisation des nouvelles technologies, l'enseignement et les retraites. Les progrès sont moins nets pour ce qui est de l'intégration des marchés, de l'investissement dans la connaissance et la recherche ainsi que de la viabilité sociale et environnementale. La viabilité à long terme des finances publiques, notamment eu égard au vieillissement des populations, est loin d'être garantie dans la moitié environ des États membres, notamment la Belgique, l'Allemagne, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Italie et le Portugal.

La mise en œuvre des orientations budgétaires est en revanche préoccupante. Le déficit budgétaire nominal moyen s'est encore creusé en 2003, s'établissant à 2,7% du PIB, avec des différences considérables entre les États membres. Seuls cinq États membres ont maintenu des positions budgétaires proches de l'équilibre ou excédentaires en 2003 (la Belgique, le Danemark, l'Espagne, l'Autriche, la Finlande et la Suède), tandis que trois autres ont amélioré leur solde budgétaire corrigé des variations conjoncturelles d'au moins 0,5% du PIB (Irlande, Pays-Bas et Portugal). En revanche, la situation de déficit excessif devrait perdurer en Allemagne et en France, qui n'ont réalisé que peu ou pas de progrès. En outre, les progrès semblent très limités en ce qui concerne l'amélioration de la représentation extérieure de la zone euro dans les enceintes internationales

A noter que la croissance de la productivité du travail est restée décevante et l'écart avec les États-Unis s' est creusé. La faiblesse de la productivité par heure travaillée représente désormais 40% de la différence entre le PIB par habitant de l'UE et celui des États-Unis.

D'une manière générale, la requête formulée par Conseil d'accélérer les réformes ne semble pas avoir été suivie. Si le rythme actuel des réformes reste inchangé, la pleine mise en œuvre des GOPE risque de ne pas être achevée d'ici à 2006, compromettant ainsi la réalisation des objectifs de Lisbonne d'ici à 2010.